

Haute-Vienne → L'actu

COLLOQUE EUROPA ■ Les spécialistes européens du développement économique territorial réunis à Limoges

Quelle croissance pour les territoires ?

Olivier Chapperon
@ochapperon

Une journée ne sera pas trop pour dresser un portrait exhaustif de la question des politiques des collectivités territoriales en Europe pour le développement économique des territoires.

Au cœur des politiques locales et nationales, la

croissance des territoires conduit pourtant à s'interroger sur les interactions entre les différentes collectivités intervenantes, la notion de territoire et d'infra-territoire et même celle de la résilience alors que les crises se succèdent et que la situation environnementale ne cesse de se dégrader ?

Pour répondre à cette thématique, l'ONG Europa a convié aujourd'hui à Ester technopole à Limoges plusieurs experts internationaux.

Le débat s'ouvrira sur la définition même de ces notions de croissance territoriale avec notamment l'intervention de Florence Legros, directrice générale

d'ICN business school et ancienne rectrice.

Puis sera évoqué « le développement économique des territoires comme enjeu de cohérence au cœur des relations État, régions et intercommunalités », avec notamment Marie Prokopiak, maître de conférences à l'université de Limoges.

En début d'après-midi, « le développement économique territorial fondé sur l'attractivité, la compétitivité et l'innovation, ou comment concilier la solidarité, l'équité territoriale, et la concurrence des territoires » sera abordé avec notamment l'intervention d'Olivier Bouba-Olga, professeur en aménagement

de l'espace et urbanisme à l'université de Poitiers, chef de service études et prospective au conseil régional de Nouvelle-Aquitaine. À ne pas manquer. ■

➔ **Pratique.** Événement hybride. Inscription en présentiel ou en virtuel. Aujourd'hui sous la coupole d'Ester technopole à partir de 9 heures. Inscription et information sur www.europaong.org.

FLORENCE LEGROS

OLIVIER BOUBA-OLGA

« Faire des choix par projets »

■ **Le développement économique est aux mains des régions. Est-ce la bonne échelle ? Cela n'entraîne-t-il pas de concurrence entre les collectivités ?** J'ai aujourd'hui du mal à définir ce qu'est un territoire. Il y a des grandes régions, de super régions transfrontalières et d'infra-territoires et dès lors on répond par l'absence de réponse à la notion de solidarité entre les régions. Il y a des intersections entre les régions et donc forcément une solidarité. Il ne peut pas y avoir de compétitivité entre des régions au motif qu'il existe un partage administratif. Les nouvelles grandes régions sont complètement mouvantes à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières et cela appelle un continuum entre les territoires.

■ **Cela tend donc à confirmer ce que disent les présidents de région qui regrettent que leurs collectivités manquent de volume et de compétences par rapport à d'autres régions d'Europe...** Là, il s'agit d'un problème de centralisation. La France en souffre et quand bien même il y aurait une volonté de décentraliser, ce qui reste à démontrer, on ne va pas, pour le moment, dans le bon sens. Nous avons connu des chocs centralisateurs avec la crise sanitaire. Tout le monde se tourne vers l'Élysée. Cela n'avait jamais atteint un tel niveau...

■ **Sauf que le quoi qu'il en coûte ne durera pas éternellement...** Avec la crise que

nous venons de vivre, les deniers de l'État vont se raréfier. Si vous prenez l'enseignement supérieur, il va se tourner toujours plus vers les régions. Certes, des demandes ne trouveront réponses qu'auprès du pouvoir central mais les régions vont avoir un poids croissant dans l'économie territoriale. On voit d'ailleurs un changement de discours : les régions sont sur des pactes avec des financements par projet. On met sérieusement en concurrence les structures et tant mieux ! Cela amène les porteurs de projets à travailler plus dur mais tout le monde va y gagner en qualité.

■ **Cette course à la croissance va-t-elle durer alors que les territoires vont devoir**

engager des politiques plus résilientes... Le financement n'étant pas un puits sans fond, il va falloir faire des choix, les projets seront de plus en plus ciblés et devront vraiment apporter quelque chose au territoire. Ces projets doivent surtout être viables.

■ **Cela sous-entend-il que la croissance d'un territoire ne passe pas uniquement par son développement économique mais aussi par ce qu'elle propose aux habitants ?** Il faut à la fois du talent, des hommes et l'argent n'arrive finalement qu'en dernier lieu. Mais il ne faut pas oublier que l'aménagement du territoire est de la compétence de l'État et des collectivités et n'appartient pas au secteur privé même à travers des partenariats.



FLORENCE LEGROS. Directrice générale d'ICN business school et ancienne rectrice.

« Répondre aux besoins d'abord »

■ **Le développement économique est aux mains des régions. Est-ce la bonne échelle ? Cela n'entraîne-t-il pas de concurrence entre les collectivités ?** L'échelle régionale est la bonne afin de penser la dynamique des territoires, d'agir avec une certaine proximité. Mais, cette échelle est trop vaste, comme elle l'était déjà avant fusion, car en réalité cela se joue à des échelles infra-régionales, assez fines. L'échelon régional permet toutefois d'analyser cela et d'œuvrer pour que ces territoires travaillent ensemble en coopération. Soit on se considère en concurrence avec tout le monde, soit on se voit dans un même ensemble. Or ces logiques concurrentielles sont trop présentes.

■ **Croissance et développement économique n'imposent toutefois pas les mêmes politiques...** Il faut distinguer ces sujets et se réinterroger sur les objectifs que l'on s'assigne. La croissance de la population et de l'emploi obsède un peu trop les responsables de certains territoires. Il faut sortir de cela et se réinterroger sur ce qui a du sens. Fait-on en sorte que l'ensemble des habitants couvrent l'ensemble de leurs besoins, leurs aspirations, présents et futurs ? Comment relever ces enjeux économiques, sociaux et environnementaux ? Je suis convaincu qu'il faut revenir à des politiques qui relèvent de l'aménagement des territoires dans le domaine de la santé, de l'accès à la forma-

tion, à la culture, etc.

■ **Les régions ont-elles assez de leviers pour les mener ? La décentralisation est-elle assez poussée ?** On a besoin de politique à l'échelle macroéconomique, européenne et nationale mais aussi régionale. La France est très centralisée. Sur certains dossiers, on observe une vraie cacophonie. J'en veux pour exemple les contrats territoriaux entre les régions et les collectivités qui ont été signés et l'État qui arrive avec un nouveau contrat de transition et de relance économique sans concertation avec la Région.

■ **Sans compter que les collectivités et l'État vont devoir adopter des politiques plus résilientes...** Pour que cela marche, il faut mener des politiques sur-mesure.

Les sujets à traiter ne sont pas les mêmes à Poitiers, Bourgneuf ou Eymoutiers. Il faut identifier les problèmes locaux et adapter des politiques territorialisées. Cela suppose d'avoir une bonne intelligence des problèmes à régler et une coordination des acteurs.

■ **Mais ce n'est en tout cas pas qu'une question de financement...** On ne manque pas de dispositifs mais de coordination, de coopération, de collaboration. Il faut partir des besoins des utilisateurs et apprendre à connaître les acteurs et cela prend du temps. Mais ce qui ne marche pas, ce sont les politiques globales appliquées à tous. Il faut des réponses contextualisées et l'innovation naît de la contrainte. ■



OLIVIER BOUBA-OLGA. Professeur en aménagement de l'espace et urbanisme à l'université de Poitiers. Chef de service études et prospective de la région Nouvelle-Aquitaine.

Merci
à nos
partenaires

